classiques. Mais l'un de leurs grands objectifs sera d'encourager la progression des points à l'ordre du jour international, et notamment celui des Négociations globales elles-mêmes.

Chances de progrès de certaines questions

Je suis notamment d'avis que l'on peut faire progresser certaines questions portant sur le long terme.

Au chapitre des institutions, je crois que les impératifs du partage du pouvoir doivent être examinés plus à fond au niveau politique. Comment les intérêts de tous les pays peuvent-ils être mieux desservis par les institutions spécialisées du système des Nations Unies? Quels sont les besoins propres aux pays développés et aux diverses catégories de pays en développement? Les besoins propres aux pays en développement peuvent-ils être au mieux étudiés par les organismes plus anciens sans modifier leurs fonctions utiles essentielles? Sinon, de quelle autre façon pouvons-nous nous pencher sur ces besoins?

Sur la question des besoins de financement à plus long terme des pays en développement, qui est certainement l'un des problèmes les plus essentiels, il faut que les dirigeants reconnaissent la nécessité de financer les aménagements de structure dans les pays dont les déficits de balance de paiement deviennent chroniques, et qu'ils comprennent bien le rôle que les pays excédentaires peuvent jouer dans l'allégement de ces difficultés par le recyclage. Ce sont là de grandes questions, fondamentales pour la politique internationale; leur règlement nécessitera des accommodements politiques.

Sur la question de l'aide elle-même, la communauté mondiale doit réellement commencer à faire face à certaines réalités. La question de l'automaticité des apports d'aide va devoir commencer à être étudiée au niveau politique. Il n'y a pas moyen d'échapper à la logique du concept, du moins au plan multilatéral. Ce concept devrait maintenant commencer à recevoir l'attention réelle que son importance mérite, de sorte que l'on puisse élaborer des systèmes pour sa mise en oeuvre. Cela requerra la compréhension de toutes les parties.

Puis il y a l'énergie. Y a-t-il une question plus politiquement centrale aux perspectives de développement du Sud, sinon à la géopolitique mondiale? Encore ici, il faudra des accommodements politiques si l'on veut obtenir des progrès sensibles sur ces questions.

Le commerce, qui est toujours essentiel aux possibilités de développement, gardera une importance centrale dans les considérations politiques des pays industrialisés; ici encore, il faudra des ententes au niveau politique international. C'est dans ce secteur que les avantages à long terme et les coûts à court terme entrent le plus visiblement en conflit, et où la nécessité d'une meilleure compréhension des perspectives globales de développement se fait peut-être le plus sentir. Une certaine forme d'engagement politique mondial quant aux aménagements de structure à long terme nécessaires pour promouvoir la dynamique des avantages comparés dans l'intérêt de chacune de nos économies me semble une étape politique vitale que le sommet pourrait bien amorcer l'an prochain.